

L'Iran et l'atome, par Champsaur

Comment connaît-on l'Iran en dehors d'un intense pilonnage médiatique, générant un maelstrom où l'on brasse sans vergogne Maghreb, Machrek, le Nil égyptien, le Liban, le Hezbollah, le terrorisme etc.

Une image de l'Iran s'est construite dans la conscience collective occidentale. Des termes caricaturaux surgissent inmanquablement : fanatisme religieux, fascisme religieux, politique terroriste, l'Iran veut détruire Israël ... Les plus inspirés en France, ne peuvent pas évoquer les années du shah sans les résumer à la police politique, la Savak. En oubliant au passage qu'une sauvagerie a succédé à une autre. Qui ne se souvient de l'horrible exécution de l'ancien premier ministre Amir Abbas Hoveyda, condamné à mort par le tribunal révolutionnaire de Khomeiny, en tant que « malfaisant sur terre », quelque temps après la scandaleuse interview de la délicieuse Mme Ockrent. Oveyda, fin lettré, ami de la France et respecté du monde diplomatique international, n'ayant jamais eu que mépris pour la corruption qui entourait le shah.

Et devant cet épais brouillard, on oublie vite que l'on parle de la Perse, de ses racines 10 siècles avant notre ère, d'un pays de 77 millions d'habitants. Les Iraniens eux le savent.



En hachuré : les pays qui hébergent des bases aériennes américaines...

Relayant un récurrent cri d'alarme de l'israélien Netanyahu, la presse nous assure que nous sommes à la veille de l'action militaire préventive destinée à mettre fin au programme nucléaire iranien. Et alors que la lecture attentive des journaux, français, américains et britanniques et quelques émissions consacrées au sujet, ne nous ont pas apporté d'informations nouvelles.

Mais ce qui apparaît de plus en plus comme une stricte intoxication de propagande, nous incite à revenir vers une lecture des faits les plus incontestables. L'exercice n'est pas vain car la masse de documentation historique fiable, loin des affabulations, est considérable.

Un peu d'histoire...

Contrairement à une idée reçue, le programme nucléaire iranien ne date pas d'hier. Téhéran figure même parmi les nations pionnières. L'Iran et l'atome, est une histoire qui remonte à 1957, pour l'installation d'une filière nucléaire civile, avec l'aide de la France. Et à la même date le shah Mohamed Reza Pahlavi signe avec les Etats-Unis un programme de coopération nucléaire civile.

Dix ans plus tard, le premier réacteur de recherche, d'une puissance de 5 Megawatts, est opérationnel. Mais le chantier sera suspendu après la révolution islamique et pendant la guerre Iran-Irak. Téhéran a annoncé à l'été 2007 que la centrale de Bouchehr entrerait finalement en service quelques mois plus tard à l'automne, grâce à l'aide de Moscou.



La centrale nucléaire de Bouchehr, près de Téhéran (Raheb Homavandi / Reuters).

En 1968, l'Iran signe le Traité de Non Prolifération (TNP) et pose les fondations d'une véritable industrie. Un objectif est fixé pour l'an 2000 : mettre en service 23 centrales ... Outre ce volet civil, le shah d'Iran ne cache pas ses ambitions géopolitiques : posséder la bombe.

La France participe. Et Paris conclut en 1975 un accord de coopération autour du cycle de production du minerai. A l'époque, la Cogema (aujourd'hui Areva-Nuclear Cycle) veut fabriquer une importante usine d'enrichissement d'uranium à Pierrelatte (Drôme). A cet effet, elle crée en 1973 un consortium européen, nommé Eurodif, rassemblant, outre la France, la Belgique, l'Espagne, l'Italie et la Suède.

En 1975, l'Iran rachète la part suédoise (10% du capital d'Eurodif) par un montage complexe, qui va se révéler redoutable. Paris et Téhéran créent ensemble la Sofidif (Société franco-iranienne pour l'enrichissement de l'uranium par diffusion gazeuse) avec des participations respectives de 60% et 40%. La Sofidif acquiert un quart du capital d'Eurodif, ce qui, en droit, revient à donner à l'Iran le contrôle de 10% du capital de la société.

Mieux : une disposition spécifique autorise Téhéran à enlever 10% de la production annuelle d'uranium enrichi. De quoi faire tourner toute son industrie... En échange, le très riche régime du Shah prête un milliard de dollars au consortium pour financer la construction de l'usine, inaugurée en avril 1979 par Raymond Barre.

Et survient la Révolution islamique. A l'arrivée au pouvoir de l'imam Khomeiny, le nouveau régime dénonce l'accord de fourniture de centrales (technologie américaine Westinghouse, sous licence française de Framatome et allemande de Siemens). En représailles, Paris refuse à Téhéran le droit d'exercer son pouvoir d'actionnaire d'Eurodif, en suspendant les livraisons d'uranium enrichi.

Commence alors une longue guerre secrète, ponctuée d'attentats, d'assassinats et de négociations discrètes sur le contentieux Eurodif'. Ce conflit culmine avec la crise des otages du Liban, dont la libération passera par un compromis sur le dossier Eurodif. Finalement, la France rembourse l'intégralité de la somme prêtée par le Shah, sans oublier les dommages et intérêts, estimés à plus de 600 millions de dollars. L'affaire est provisoirement réglée, fin décembre 1992, par une série de voyages à Téhéran du ministre des Affaires étrangères, Roland Dumas.

Après une période d'accalmie, grâce à la ligne modérée adoptée par le président Khatami, l'Iran cherche à reprendre le dialogue sur le nucléaire. Aidée en cela par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). En 2002, des membres de l'AIEA (Agence internationale pour l'énergie atomique) autorisés à inspecter les installations nucléaires en vertu des dispositions du TNP, découvrent des installations plus importantes qu'ils ne le pensaient. Plusieurs indices les amènent à suspecter que le programme nucléaire iranien pourrait avoir une dimension militaire.



"Rapport" de l'AIEA sur le nucléaire iranien...

En février 2003 après la diffusion de photos satellites américaines des sites nucléaires, l'AIEA lance une vaste mission d'inspection sur le programme iranien. Avec l'objectif de vérifier qu'aucune installation ne masque un programme clandestin de mise au point d'une arme. Et ainsi le paramètre essentiel, le degré d'enrichissement de l'uranium (concentration minimum de 85 % en isotope 235), ou la fabrication de plutonium. Les processus d'élaboration sont des technologies sophistiquées, dont tous les « composants précurseurs » sont connus de tous les scientifiques atomistes.

Après avoir entamé des négociations avec Moscou, qui proposait de fournir à l'Iran de l'uranium faiblement enrichi et d'assurer ensuite son retraitement en Russie, Téhéran s'est lancée dans les processus d'enrichissement en dehors de tout contrôle extérieur. Ouvrant ainsi la porte à beaucoup de spéculations. Après l'échec de la proposition russe, les Iraniens ont proposé de relancer le dossier Eurodif. Mais sous une autre forme. Le 3 octobre 2006, le directeur adjoint de l'Agence iranienne de l'énergie atomique, Mohammad Saïdi, proposait de créer un consortium pour la production en Iran d'uranium enrichi ...

Notons aussi que les Iraniens ouvrent leurs installations à beaucoup plus d'inspecteurs dont des Français, que ne le vocifèrent les adversaires du

régime. Et les rapports de l'AIEA n'ont jamais été, et ne sont toujours pas concluants, et rappellent trop Colin Powell à la tribune de l'ONU, avec sa petite fiole prouvant qu'ils avaient trouvé des armes de destruction massive en Irak. Rappelons des dates auxquelles Téhéran était censé posséder l'arme : en 1995, puis en 1997, par la suite 2007, 2008, 2012, et maintenant 2015. Le tout au gré des hurlements de Tel Aviv. Un bon résumé se trouve dans un article de Marianne du 24 Octobre 2011, sous la plume d'un incontestable analyste, Pierre Conesa, ancien n° 2 de la Délégation aux Affaires Stratégiques du Ministère de la Défense (la DAS), dont nous sommes très loin de partager les opinions sur tous les sujets. Mais en l'espèce il déclare que « la menace nucléaire iranienne est une escroquerie intellectuelle ». Notons aussi qu'étant donné que personne ne lit les rapports de l'AIEA, il est relativement facile pour des media couchés de fixer un tempo, voire comme cela fut plusieurs fois le cas de faire caisse de résonance à des « fuites » peu avant des publications.

Parlons de l'arme, de la dissuasion, des appels à la guerre, de la position de l'Iran dans la région ...

Confrontés à une avalanche d'approximations dans le seul but d'incriminer l'Iran, en lui prêtant des intentions en tout état de cause irréalisables, il est indispensable de rappeler un certain nombre de contraintes et de règles qui accompagnent la détention de l'arme nucléaire.



... et second "rapport".

Une frappe « EN PREMIER »

La première observation est que l'utilisation de l'arme « EN PREMIER » n'a strictement aucun sens et est donc impensable. Elle conduirait à ce que les doctrines d'emploi appellent la *destruction mutuelle assurée*. Avec la finesse diplomatique qu'on lui connaissait, Jacques Chirac avait provoqué un tollé en disant sans ambages à des journalistes américains du Herald Tribune, qu'il voyait mal l'Iran utiliser une arme nucléaire, avec la certitude d'en recevoir deux cents le lendemain (c'est à peu près le nombre de têtes de l'arsenal israélien), interview du 1er Février 2007. La déclaration était très juste, mais réduisait à néant le matraquage des propagandistes du danger iranien. Nous avons eu la même mise au point dans l'interview du 8 Juin 2010 d'Ahmadinedjad par une journaliste de TF1, à laquelle il fit une leçon sur la dissuasion, expliquant à Mme Ferrari en dépit de sa très épaisse insistance, que l'on parlait d'une arme politique d'interdiction, et certainement pas d'une frappe « EN PREMIER ».

Et donc à nos yeux cette question est définitivement évacuée, et ne peut en aucun cas être un argument, dans le contexte de la dissuasion du faible au fort.



« Ne bombardez pas l'Iran ! »

Que penser des appels réguliers des stratèges de comptoirs à bombarder les centrales ? De qui viennent ces « conseils » ? En Israël même, d'extrémistes, dont le Premier Ministre actuel n'est pas le moins excité des représentants, en ne perdant pas de vue qu'il existe à Tel Aviv une opposition catégorique à un tel projet.

Où est la clé de l'entreprise ? Bien entendu à Washington, où Netanyahu fait le siège du bureau d'Obama et de Mme Clinton pour les convaincre de passer à l'action. Ce qui a fini par provoquer un réel agacement chez les Américains : dépêche AFP du 10 Sept 2012 « [Les Etats-Unis et Israël s'accrochent sur l'Iran](http://www.lepoint.fr/monde/les-etats-unis-et-israel-s-accrochent-sur-l-iran-10-09-2012-1504745_24.php) »

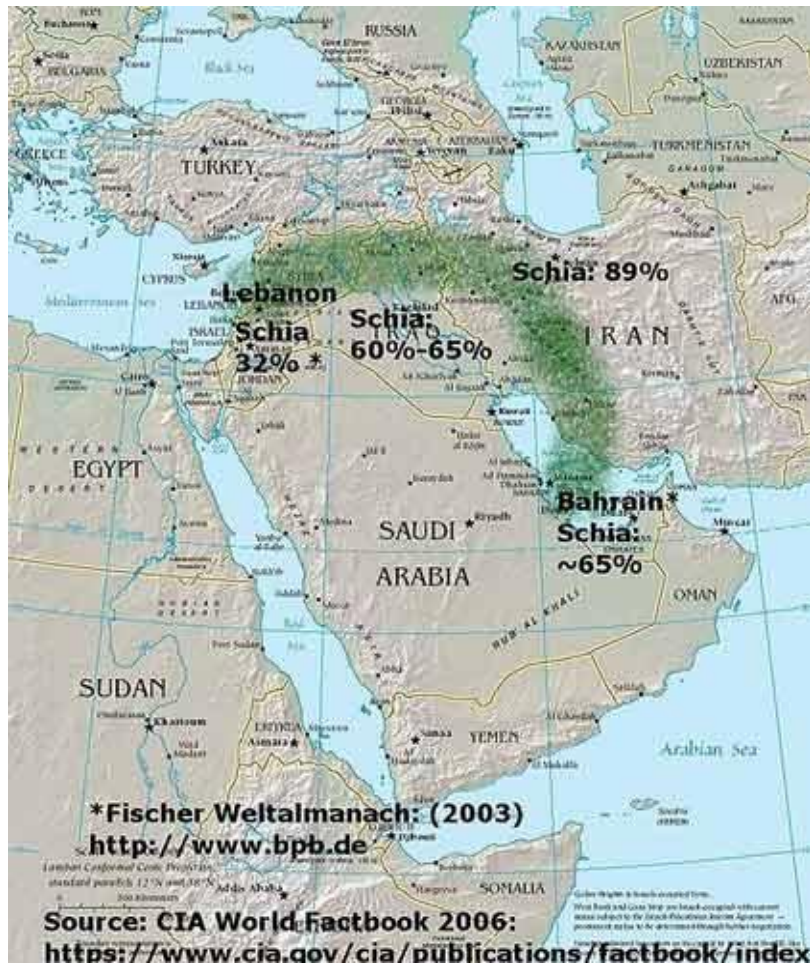
http://www.lepoint.fr/monde/les-etats-unis-et-israel-s-accrochent-sur-l-iran-10-09-2012-1504745_24.php

Avec en filigrane la question de savoir qui commande à qui ? Est-ce la diaspora donnant des ordres à la Maison Blanche (quel que soit le politicien « élu »), ou les Américains à Israël ? Question qui mérite d'être posée ...

Et ailleurs ? Seuls interviennent dans le débat, les relais pro sionistes des faucons israéliens, ou des néoconservateurs américains. En France nous avons les deux représentations, la première évidente, sans nécessité d'élaborer plus, la seconde avec le trio ultra atlantiste Heisbourg, Tertrais et feu Thérèse Delpech. Et deux ou trois pseudo connaisseurs des affaires militaires ou du Moyen Orient, au Figaro. Rappelons que les trois premiers excitent de leur titre de « chercheurs » à la Fondation de la Recherche Stratégique (FRS), ce qui incite à être prudent quand on prend de tels instituts comme référence.

Enfin un aspect jamais mentionné, mais toujours souligné par l'orientaliste Antoine Sfeir, les conséquences sur la diaspora chiite. Ce que l'on appelle le croissant chiite, ne resterait pas sans de violentes réactions si le pays d'Ali était attaqué. Comparer la fidélité des chiites d'Irak à leur gouvernement, dans l'atroce guerre contre l'Iran de 1980 à 1988, avec ce que serait leur attitude en cas d'agression d'Israël relève d'une spéculation insensée ... (une étude plus détaillée de la démographie chiite dans le monde arabe sort du cadre de ce papier). Et Sfeir parle d'un pétrole qui augmenterait à 300 \$ le baril ...

Concluons ces détestables incantations par l'appel très ferme de Zbigniew Brezinski en 2003 (après l'agression contre l'Irak), dont le cynisme et la brutalité sont connues dès lors que l'on parle des intérêts des Etats Unis d'Amérique, en dépit de son image apaisante d'immigrant polonais, « N'attaquez pas l'Iran » !



Le "croissant chiite"...

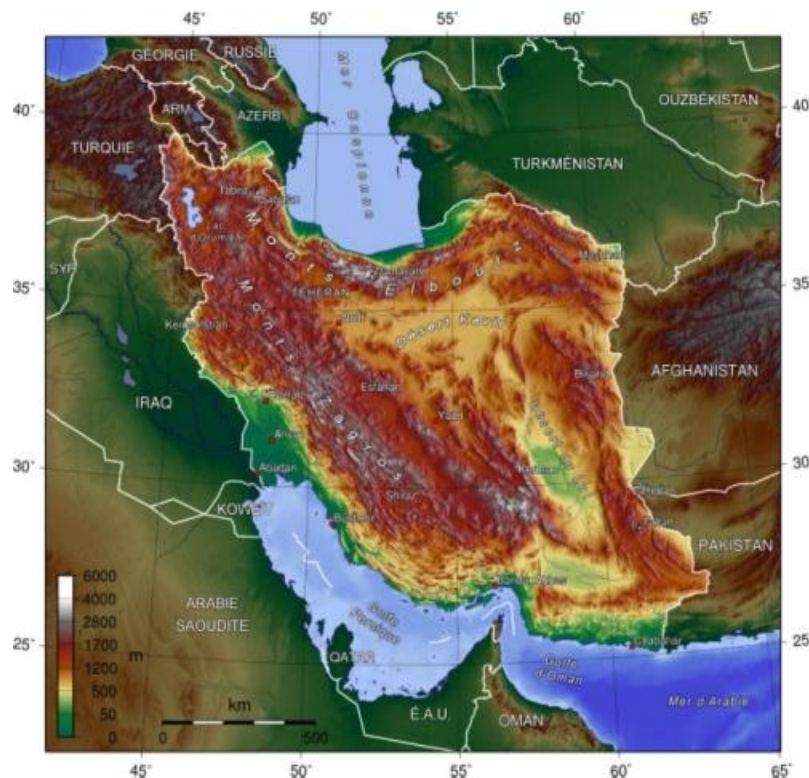
La prolifération

Il s'agit du chapitre le plus litigieux du contentieux, mais aussi du plus contestable en droit. Magnifique application de la loi du plus fort. Observons tout d'abord que Russes et Américains viennent de s'entendre pour que chacun se montre « raisonnable » et limite le nombre de charges à 1.700 chacun ... Excusez du peu. On est bien au-delà du seuil d' "overkilling". Sachant que l'arsenal chinois n'est pas connu ...

Notons aussi que les arsenaux nucléaires n'ont pas empêché la multiplication des conflits dits à *basse intensité*, depuis 1945. Le total des victimes (civiles et militaires) se monte à 40 millions jusqu'en 2000, selon le CISSM - Center for International and Security Studies du Maryland. Le nucléaire n'a donc été d'aucune utilité comme dissuasion. Donnant ainsi de sérieux arguments aux partisans de la totale dénucléarisation de la planète.

A l'usage, ce TNP, rédigé en 1968, mis en œuvre en 1970, ne s'est pas montré satisfaisant, sinon totalement hypocrite, suivant le raisonnement que l'Irak, l'Iran et la Corée du Nord l'avaient signé, donc ils n'avaient pas le droit de faire la bombe. En revanche, Israël, le Pakistan et l'Inde ne l'avaient pas signé donc ils avaient le droit !

Dans un tel contexte, les iraniens savent aussi qu'ils détiennent selon le rapport annuel public de la CIA, la seconde réserve mondiale de gaz, et la seconde réserve mondiale conventionnelle de pétrole brut (ce que l'on appelle les réserves prouvées). Que Mossadegh fut débarqué en 1953 par la CIA (opération officiellement reconnue). Qu'en 1980 le soutien des Occidentaux à l'Irak agresseur fut total (est il classique de soutenir un agresseur contre un agressé ?). Et que, ce qu'il est convenu d'appeler la communauté internationale est une entité très peu fiable ... Ce qui les rend profondément réticents à voir la dite communauté venir mettre son nez dans leurs affaires. En se fondant, tant sur ce que publie le renseignement américain, que sur la masse de documentation du rapport AIEA de novembre 2011, on a l'idée précise que l'Iran cherche à se positionner au seuil de la fabrication d'une arme, sans franchir la ligne, n'ayant pas émis le vœu de quitter le TNP.



L'Iran détient les secondes réserves mondiales de pétrole (10 %, derrière l'Arabie Saoudite et devant l'Irak) et de gaz naturel (15 %, derrière la Russie et devant le Qatar). Les gisements pétroliers se situent au nord du pays autour et au fond de la Mer Caspienne et en "offshore" dans le Golfe persique. Découvert en 1975 dans le Golfe persique à la frontière irano-qatarite, North Dome est le plus important gisement mondial de gaz naturel (24,3 Tm³). Dénommée «South Pars», la partie iranienne de ce gigantesque gisement renfermerait une réserve de 8 Tm³. Estimée à environ 200 giga barils équivalents pétrole, la totalité de ses réserves de gaz naturel est deux fois supérieures à celles du plus important gisement mondial de pétrole (Ghawar en Arabie Saoudite). Représentant plus de 30 % des exportations mondiales de gaz naturel, la Russie, l'Iran et le Qatar ont progressivement formé un conglomérat informel «troïka du gaz» à l'intérieur du Forum des Pays Exportateurs de Gaz (FPEG, 15 pays, 42 % de la production mondiale, 73 % des réserves mondiales).

Les appels à la destruction d'Israël

Un personnage qui porte le titre de président de la République appelle à chaque occasion qui lui est donnée à la disparition d'Israël. Ces menaces inacceptables n'ont pour seul effet que de fortement inquiéter les dirigeants israéliens, et d'émouvoir la communauté internationale. L'Iran ne peut se plaindre de récolter la tempête des vents qu'il continue de semer.

Mais là encore ces vociférations ne peuvent pas être sorties du contexte de la région et de la place d'Israël en Palestine. A la veille des élections de 2009, Hossein Moussavi, dénigrait facilement son concurrent Ahmadinejad devant des visiteurs occidentaux, sans beaucoup de précaution, souvent dans des termes peu amènes en désavouant ses propos avec virulence. Il s'agit tout d'abord de ramener le titre de président de la république à ce qu'il est, encadré par quatre structures islamiques, sous les ordres du guide de la révolution, et encadré aussi par quatre organismes non élus (dont le judiciaire et l'armée). Ce que l'on appelle « l'exercice du pouvoir en circuit fermé ». A l'examen, Ahmadinejad a un pouvoir plutôt restreint (et aucun sur le programme nucléaire).



Relevons aussi que ses incartades sont l'expression publique de ce que pensent et disent tous les arabes de la région. Et l'on en vient à la question cruciale pour Israël, sa démographie. Quasiment un secret d'état, quelques fois traité dans des instituts de recherche, surtout américains, la phobie de l'encerclement est réelle. La courbe démographique est simple : ce pays moderne a une natalité de type occidental, quand tous les pays arabes autour ont une progression de population sans commune mesure. Et l'élément aggravant étant qu'il n'y a plus d'immigration. Il fut prétendu aux Etats Unis que le programme nucléaire iranien était un frein à l'émigration vers Israël. Assertion difficile à prouver, mais c'est plus certainement la poudrière de la région, que l'Iran seul, qui dissuadent les émigrants potentiels. Plus possible de spéculer sur les flux d'immigrants de l'époque soviétique.

Les sanctions en cours

On peut difficilement occulter que les chefs d'orchestre des sanctions contre l'Iran sont le couple Israël – Etats Unis. Les Iraniens subissent trois formes de rétorsion, des mesures contre leur économie, des assassinats de scientifiques, des attaques informatiques ciblées. L'Europe suit frileusement entraînée par ces grands européens que sont les Britanniques, avec Lady Ashton à la tête de l'embryon de service diplomatique européen, et la voix de la France est inaudible, piètre écho des meneurs.

S'agissant des sanctions économiques, on retombe dans les outrances qui nourrissent ce genre d'action. Les embargos frappent la population, assez peu les dirigeants. La liste des mesures s'allongent outrageusement, même si les Chinois et les Russes tentent d'aider le pays. Rappelons-nous ce que furent les embargos contre l'Irak de Saddam Hussein, même les crayons étaient suspects car ils contenaient du graphite susceptible d'être utilisé dans les centrales.

Des assassinats d'ingénieurs travaillant tous dans le nucléaire, certains à des postes de responsabilité, laissent peu de doute sur les commanditaires des crimes. Actions sans indices. Toutefois un point d'interrogation, les meurtres sont commis sur le sol iranien, certains à Téhéran.

Enfin il a été quasiment reconnu publiquement que certaines attaques informatiques contre des réseaux de centrales iraniennes, sortaient de laboratoires militaires américains, pilotées directement de la Maison Blanche. Exercice en grandeur réelle de la guerre cybernétique, telle que les Etats Unis la mette progressivement au point avec de très importants budgets.



La France, Israël ...

... Et le mystérieux monsieur Abel Thomas.

Haut fonctionnaire français Abel Thomas, un des membres du cercle restreint qui dictait la politique étrangère et de Défense de la France après la Libération, le jeune Thomas a servi auprès d'hommes comme Léon Blum, Guy Mollet et Charles de Gaulle. Dans les années où il est venu en aide à Israël, il était un proche collaborateur du ministre français de la Défense à l'époque, Maurice Bourgès-Maunoury, dont il était directeur de cabinet. Tous les deux luttèrent pour une France forte, libérée du patronage américain et possédant sa propre arme atomique.

En 1953, Shimon Peres est nommé directeur général du ministère de la Défense d'Israël. Dans cette fonction, il s'implique particulièrement dans l'achat d'armes pour le jeune État. Il se rend en France en 1954 et fait la rencontre d'Abel Thomas. Ensemble, ils mettent en place une collaboration entre les services de renseignement dans la lutte contre l'ennemi commun égyptien, accusé par la France de soutenir les indépendantistes algériens. Les services de renseignements français avaient découvert que le soulèvement algérien était téléguidé depuis l'Égypte. Les chefs du F.L.N. recevaient du Caire les instructions des agents égyptiens. La guerre en Algérie allait en s'aggravant. Une étroite coopération franco-israélienne s'amorce en 1956 (Guy Mollet). Les efforts de Peres sont efficaces et il réussit à acquérir, auprès de la France, le premier réacteur nucléaire de Dimona. De nombreux Français, politiciens et généraux, socialistes mais également républicains, ont aidé Israël pendant ce bref "âge d'or", du milieu à la fin des années 50, quand les deux pays ont eu un véritable roman d'amour. Mais c'est Thomas, à ce qu'il semble, qui fit la démarche décisive, grâce à laquelle prit corps le rêve nucléaire de Ben Gourion. La France avait besoin de toute urgence de renseignements sur le monde arabe. Israël avait besoin d'un fournisseur d'armes. Depuis la fin de la Guerre d'Indépendance, il n'avait plus de fournisseurs. Le bloc communiste, qui lui livra des armes en 1948, préférait maintenant les pays arabes. Les États-Unis et la Grande-Bretagne refusaient de livrer quoi que ce soit. Shimon Pérès persuada Ben Gourion que le soulèvement algérien créait pour Israël une "fenêtre d'opportunités" en France. On peut douter qu'à cette époque, Ben Gourion imaginait que cette fenêtre serait aussi large. Il pensait aux avions et aux chars du dernier modèle, pas à l'atome. Mais les circonstances jouèrent en sa faveur. Quiconque étudie la démarche de Ben Gourion à propos des relations avec la France, dans les années critiques 1955-60, s'aperçoit que le "Vieux" joua une partie d'échecs politique de tout premier ordre. Le projet nucléaire révolutionna complètement le statut d'Israël dans l'arène internationale. Certains analystes expliquent la sévérité de De Gaulle à sa conférence de presse du

27 Novembre 1967 (... les Juifs. un peuple d'élite, sûr de lui-même et dominateur ...) par sa connaissance précise de ce que le jeune Etat devait à la France.

En guise de conclusions.

La première, suivant ce que Pierre Conesa a appelé dans un de ses livres récents « La fabrication de l'ennemi » est qu'il n'y a aucun élément qui démontre que l'Iran ne doit pas posséder l'arme nucléaire. Sinon que la question ne se pose pas, tant qu'il est signataire du TNP. Et à notre connaissance la seule puissance qui a jamais piétiné le Droit International, sont les Etats Unis d'Amérique lors de leur agression contre l'Irak, en dehors de tout mandat, et de toute justification.

La seconde, pour profondément déplorer le suivisme indigne que les années Sarkozy viennent d'imposer à notre pays, calquant mécaniquement sans aucune discussion, nos positions sur celles des plus intransigeants des Israéliens et des Américains.

Peut être la France est elle un pays où l'on ne parle pas assez ... !

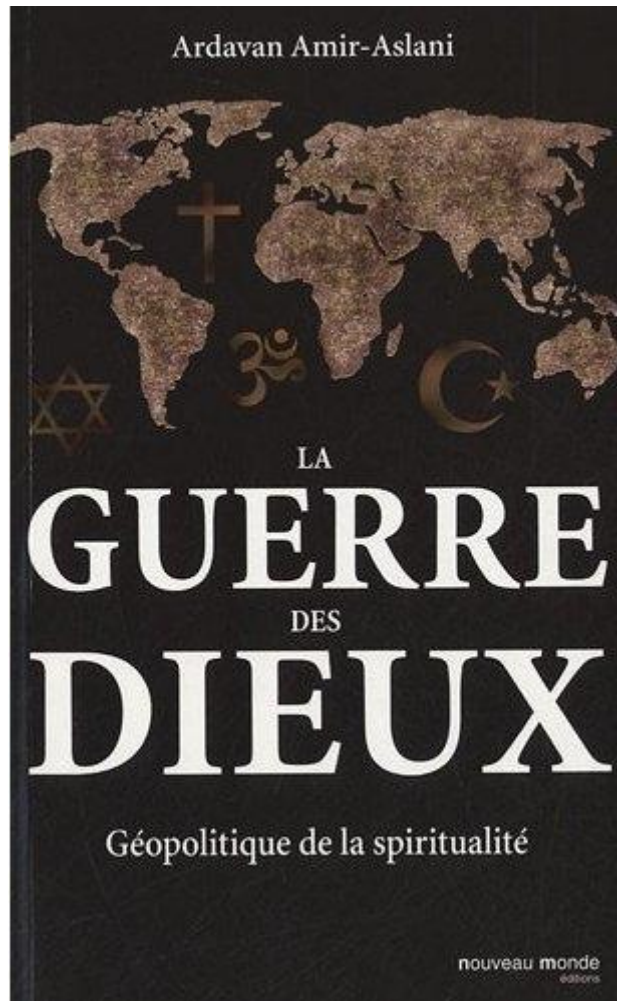
Notes

1. Liste des sites nucléaires iraniens (centrales, centres de recherche ; petits laboratoires) :

Anarak; Arak ; Ardekan ; [Bonab](#); [Bushehr](#); Chalus; Fordo; Ispahan; Karaj; [Lashkar Ab'ad](#); [Lavizan](#); [Natanz](#); [Parchin](#); Qom; [Saghand](#); Téhéran; Yazd;

2. Note de lecture :

Recommandée à celles et ceux qui souhaitent une pertinente analyse politique du Moyen Orient ; les 300 pages de Ardavan Amir-Aslani, iranien, installé entre Paris et les Etats Unis, avocat international, « La Guerre des Dieux ; Géopolitique de la spiritualité ». Avec 35 pages sur l'Iran récent, loin des niaiseries des journaux de 20 h.



320 pages, 21 euros

Avec les Printemps arabes, l'opinion a découvert que les seuls groupes organisés capables de prendre la suite des dictatures arabes sont ceux qui prônent l'islamisme radical. Au delà de ce constat, et pas seulement dans le monde musulman, le fait religieux est au cœur des grandes problématiques de notre siècle et oriente les décisions politiques. Le paramètre religieux conditionne les choix et le devenir de millions d'hommes et de femmes, de pays et de régions entières de notre planète. En partant de ce postulat, Ardavan Amir-Aslani nous propose une autre grille de lecture, un autre "logiciel", pour comprendre et appréhender le monde et envisager l'avenir et les grandes évolutions internationales. La mondialisation du fait religieux se décline au quotidien (Tea-parties aux Etats-Unis, port de la burqa ou prières de rue avec pour fond la place de l'islam en Europe dans un contexte de montée de l'extrême droite et des populismes...) et sur les grands sujets régionaux ou internationaux (influence de l'orthodoxie en Russie, montée des Frères musulmans, clivage arabes/perses et sunnites/chiites...avec pour conséquences un Yalta du Proche-Orient...entre Turquie et Iran comme puissances régionales, talibanisation du Pakistan et tensions au Cachemire entre

musulmans fondamentalistes, Chinois et Indiens alors que se développent hindouisme et nationalisme.....quelques thèmes abordés dans cet ouvrage. Un livre prémonitoire qui analyse et qui suggère les nouveaux défis et enjeux auxquels vont être confrontés les citoyens comme les dirigeants de tous les Etats car comme l'affirmait Péguy : " Tout commence dans le mysticisme et tout finit en politique".

Un livre vivant avec des analyses percutantes, un point de vue précurseur, des faits mis en exergue dessinant un panorama du monde inattendu.